

D. Guérin ne voyaient pas l'évolution du M.N.A. et lui attribuaient encore ses mérites d'antan. Pour le P.C.I., la question était d'importance.

Vu les allusions aux conseillers « trotskystes » du M.N.A. dans le livre de Colette et Francis Jeanson *L'Algérie hors-la-loi*, le bureau politique du P.C.I. définit sa position dans *La Vérité des Travailleurs* de janvier 1956 : « Notre devoir est de servir le mouvement algérien et non de s'en servir... Il ne nous appartient pas de nous livrer à des attaques contre Messali Hadj. En tant que parti métropolitain, nous nous inclinons devant son passé de combattant anti-impérialiste et nous sommes solidaires de tous les Algériens en butte à l'impérialisme. Ce sont naturellement ceux qui se trouvent à la pointe du combat qui bénéficient au maximum de notre sympathie et de notre soutien... Il ne peut y avoir de fraction algérienne plus révolutionnaire aujourd'hui que celle qui combat dans le maquis. »

Les rivalités entre les deux organisations prirent un caractère sanglant avec la multiplication d'attentats, touchant surtout les militants du Front au début ; pour l'année 1956 le bilan se chiffra à environ 80 morts. Face à cette situation s'organisa une campagne de presse qualifiant les militants du Front de « tueurs » et de « gangsters ».

J. Privas faisait le point dans un article intitulé : « Où en est le M.N.A. ? » (*Quatrième Internationale*, janvier 1958) : « La vérité est que le M.N.A. a cessé d'être une organisation dirigeante ou organisatrice de la révolution algérienne qu'il n'a pas déclenchée. Celui qui ne voit pas cela ne voit pas la révolution telle qu'elle est et s'en fabrique une dans son imagination. Il ne s'agit pas du tout pour nous d'idéaliser le F.L.N., de voir en lui le parti bolchevik. Mais c'est un fait fondamental de la situation de l'Afrique du Nord et de la Révolution, le F.L.N. qui a pris l'initiative de la lutte armée, est l'organisateur et le dirigeant du peuple algérien à l'étape présente.

Le M.N.A., d'une part n'occupe pas une telle place dans le mouvement des masses et d'autre part par ses positions « plus réalistes » se trouve à la droite du F.L.N.

Le dernier épisode se joua à l'issue de « l'affaire Bellonnis » ; celui-ci, un des principaux lieutenant de Messali, était manipulé par l'armée française et avec l'aide de celle-ci il avait monté l'unique maquis du M.N.A. en vue de contribuer à l'anéantissement du F.L.N. Le pot aux roses fut définitivement révélé en décembre 1957 lorsque fut rendu public l'accord signé entre Bellonnis et l'armée française. Le maquis M.N.A., pourtant très bien équipé par la France, se rallia en partie au Front, le reste étant anéanti (massacre de Mellouza). Dès mars 1956 un éditorial *Quatrième Internationale* avait souligné : « Il n'est pas impossible qu'en haut lieu certains aient songé à utiliser à cet effet la rivalité qui oppose Messali Hadj, dirigeant du M.N.A. au F.L.N. »

Pour Pierre Frank, lors du cercle Karl Marx, le 28 mars 1958, consacré au livre de Jeanson, répondant au point de vue de Daniel Guérin : « A présent il est incontestable que la Révolution Algérienne est dirigée par le F.L.N. et que le M.N.A. est en dehors de la lutte armée en Algérie. Pis encore, il n'a pas dénoncé publiquement Bellonnis. Ni le passé de Messali Hadj, ni les amitiés anciennes ne peuvent se situer au-dessus de ces faits. »

Devant les révélations au sujet de Bellonnis, le M.N.A. s'effon-

dra, au grand dam de ses supporteurs les plus enragés, une seule organisation dirigeait la lutte : le F.L.N.

Messali Hadj devait ensuite soutenir le général de Gaulle lors de son arrivée au pouvoir. La logique des positions anti-F.L.N. de certains devait les amener, dans les années 60 jusqu'à participer à certaines opérations « spéciales » de l'O.A.S.

#### IV. LE SOUTIEN AUX COMBATTANTS ALGERIENS LES RESEAUX

Une première page de la lutte contre la guerre avait été tournée, c'était celle des manifestations de rappelés. Ceux-ci furent abandonnés à leur sort au printemps 56, du fait de la carence des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Devant les premiers témoignages sur les atrocités de la guerre coloniale, se développa une campagne humaniste et pacifique (contre la torture) ; cette tentative d'opposition légale ne fut pas tolérée par le gouvernement « socialiste » : celui-ci inaugura le chapitre de la piraterie aérienne en concevant le 12 octobre 1956, le détournement de l'avion de Ben Bella et ses compagnons.

En Algérie, sur le terrain, la guerre s'intensifiait, se déplaçant des campagnes vers les villes. Plus que jamais les combattants algériens avaient besoin de soutien. Pour les militants anticolonialistes, était venu le moment nécessaire de rompre définitivement avec tous les mythes légalistes et chauvins (y compris le facile et confortable : « d'abord faire la révolution en France »). Ils étaient confrontés à la masse des travailleurs nord-africains en France, importante force de soutien aux combattants des willayas.

Peu à peu s'organisèrent des réseaux clandestins, animés par les premiers réfractaires et déserteurs, rejoints par des militants de la gauche révolutionnaire (anarchistes, militants de la *Voie Communiste* et du P.C.I.), également pour certains militants du P.C.F. en rupture de ban, des chrétiens, des ajistes (membres des auberges de jeunesse).

Ainsi l'on vit côte à côte des syndicalistes, solidaires des travailleurs algériens en France, des chrétiens révoltés par les atrocités, des non-violents même devenant des internationalistes militants : organisant l'hébergement, puis le passage de frontière pour les déserteurs et bientôt pour les militants algériens pourchassés, ensuite pour les militants en mission ; ils passèrent ainsi de l'aide morale à l'aide matérielle, puis à l'aide politico-matérielle, apprenant souvent à leurs dépens les dures lois de la clandestinité. Afin d'avoir plus d'efficacité, les réseaux s'unifièrent à travers le mouvement « Jeune Résistance », dans lequel se dissout le Front de Libération Socialiste, organisation d'aide au F.L.N. créé par le P.C.I. Collectant des fonds, les transportant (« les porteurs de valise ») ainsi que des armes, recherchant et procurant des planques, imprimant des tracts et des journaux, ébauchant une intervention politique par tracts, brochures, affichettes, une petite avant-garde totalement isolée à ses débuts, sauvait l'honneur du prolétariat français au moment où celui-ci était au creux de la vague.